

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 novembre 2003

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la candidature de la Turquie
à l'adhésion à l'Union européenne**

(déposée par MM. Guido Tastenhoye
et Bert Schoofs)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 november 2003

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de kandidatuur van Turkije als lidstaat
van de Europese Unie**

(ingediend door de heren Guido Tastenhoye
en Bert Schoofs)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>
<i>DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA : Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV : Compte Rendu Intégral, avec à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>	<i>CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>
<i>CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (sur papier vert)</i>	<i>CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>
<i>CRABV : Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>	<i>CRABV : Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>
<i>PLEN : Séance plénière (couverture blanche)</i>	<i>PLEN : Plenum (witte kaft)</i>
<i>COM : Réunion de commission (couverture beige)</i>	<i>COM : Commissievergadering (beige kaft)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. Considérant que l'Empire turco-ottoman a été pendant sept cents ans le principal ennemi de l'Europe, qu'entre le XI^e et le XIV^e siècle, il s'est rendu coupable d'épuration ethnique en chassant la majorité hellénophone d'Anatolie, et que, jusqu'au XIX^e siècle, il a occupé la Grèce, l'Albanie, le Kosovo, la Bulgarie, la Macédoine et la Serbie et a entraîné ces pays dans le marasme intellectuel et scientifique dans lequel était tombé l'Islam depuis le XIII^e siècle ;

B. Considérant que les Turcs n'ont aucune racine culturelle européenne, telles que celles issues de la Grèce et de la Rome antiques, du Moyen-âge chrétien, ainsi que de la Renaissance des XV^e et XVI^e siècles, de la révolution scientifique du XVII^e siècle, des Lumières du XVIII^e siècle, de la révolution industrielle et du romantisme des XVIII^e et XIX^e siècles, mais, au contraire, trouvent leurs racines culturelles dans la Perse antique, l'ancienne Arabie, l'Islam et les dynasties seldjucide et ottomane ;

C. Considérant qu'en 1915, durant la première Guerre mondiale, l'Empire ottoman a commis un génocide en Anatolie du Sud-est, faisant plus d'un million et demi de victimes, que, dans le même temps, il s'est rendu coupable d'épuration ethnique contre les Arméniens, et que la République turque refuse, à ce jour, de reconnaître ces faits, alors que le Parlement européen l'a fait en 1987 ;

D. Considérant que la République turque a envahi l'État kurde en Anatolie du Sud-Est, État créé par le Traité de Sèvres de 1920, et a ensuite réprimé les insurrections kurdes de 1920, 1926-30, 1936-38 et 1984-99, par des expulsions à caractère ethnique vers la Turquie occidentale, et qu'elle ne prévoit aucune réparation ou indemnisation de ces exactions ;

E. Considérant que la République turque a envahi la partie méridionale de Chypre en 1974, y a procédé à l'expulsion ethnique de 162.000 Chypriotes grecs et a occupé l'île avec un effectif de 30.000 hommes, et qu'elle reconnaît en outre le gouvernement turco-chypriote, alors que l'Union européenne (UE) et le reste du monde ne reconnaissent que la République de Chypre, qui deviendra membre de l'UE en 2004 ;

F. Considérant que la Turquie est située à 97% en Asie et que les Turcs ne veulent adhérer à l'UE que pour des raisons économiques, et que, après quatre

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. Overwegende dat het Ottomaanse Rijk van de Turken zevenhonderd jaar lang de belangrijkste vijand van Europa was, vanaf de 11de tot de 14de eeuw door etnische zuivering de Griekstalige meerderheid uit Anatolië verdreef, en tot aan de 19de eeuw Griekenland, Albanië, Kosovo, Bulgarije, Macedonië en Servië, bezette en meesleurde in de intellectuele en wetenschappelijke stagnatie van de islam vanaf de 13de eeuw;

B. Overwegende dat de Turken geen Europese culturele wortels hebben, zoals daar zijn het Oude Griekenland, het Oude Rome, en de christelijke Middeleeuwen, alsook de Renaissance van de 15de en de 16de eeuw, de wetenschappelijke revolutie van de 17de eeuw, de Verlichting van de 18de eeuw, en de Industriële Revolutie en de romantiek van de 18de-19de eeuw, maar integendeel hun cultuur terugvoeren op het Oude Perzië, het Oude Arabië, de islam, en de dynastieën van de Seldjoeken en de Ottomanen,

C. Overwegende dat het Ottomaanse Rijk tijdens WO I in 1915 in Noordoost-Anatolië een volkerenmoord met 1,5 miljoen doden en tegelijk een etnische verdrijving van Armeniërs heeft doorgevoerd, en de Turkse Republiek dit tot op heden weigert te erkennen, alhoewel het Europese Parlement dit in 1987 wél heeft gedaan;

D. Overwegende dat de Turkse Republiek de Koerdische staat in Zuidoost-Anatolië, opgericht door het Verdrag van Sèvres in 1920, onder de voet heeft gelopen, en vervolgens de Koerdische opstanden van 1925, 1926-30, 1936-38 en 1984-99 heeft onderdrukt door etnische verdrijvingen naar West-Turkije, en hiervoor in geen herstel of schadevergoeding voorziet;

E. Overwegende dat de Turkse Republiek Zuid-Cyprus in 1974 onder de voet heeft gelopen, daar een etnische verdrijving van 162.000 Griekse Cyprioten heeft doorgevoerd, en het eiland nog altijd met 30.000 legermanschappen bezet, en er bovendien de Turks-Cypriote regering erkent, terwijl de Europese Unie (EU) en de rest van de wereld alleen de Republiek Cyprus erkennen, die in 2004 lid van de EU zal worden;

F. Overwegende dat Turkije voor 97% in Azië ligt, en de Turken maar tot de EU willen toetreden om economische redenen, en dat na vier decennia de inte-

décennies, l'intégration de 3,5 millions de réfugiés turcs dans les pays de l'UE reste encore et toujours difficile, ce qui démontre l'importance du fossé culturel qui sépare la Turquie de l'Europe, donnée confirmée notamment par M. Giscard d'Estaing, président de la Convention européenne, qui estime que les Turcs ne sont pas des Européens, que leur façon de vivre est différente et que l'adhésion de la Turquie à l'UE marquerait la fin de l'unification européenne, ce à quoi il faut ajouter le fait que les Turcs sont actuellement 67 millions et qu'ils seront 100 millions dans quelques décennies, de sorte qu'ils deviendront bientôt le plus grand pays de l'UE (dépassant l'Allemagne, qui compte 82 millions d'habitants, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, des pays qui comptent chacun près de 60 millions d'habitants), ce qui semble irréaliste ;

G. Considérant que le modèle de coopération de l'UE constituait déjà une référence pour l'humanité tout entière, que celui-ci a rencontré un écho en Asie, en Afrique et en Amérique latine, qu'il se fonde sur le sentiment de solidarité et le lien culturel qui unit les Européens ou les cultures provenant du même continent, ce qui pourrait être compromis pour l'UE si un peuple non européen tel que le peuple turc venait à adhérer, ce qui, en outre, entrouvrirait la porte de l'UE à d'autres peuples turcophones, tels que les Kazakhs, les Kirghizes, les Ouzbeks, les Turkmènes et les Azerbaïdjanais, voire aux Azéris d'Iran ou aux Ouïgours du Turkestan chinois, de sorte que le processus d'unification européenne s'appliquerait sans limites au reste du monde, ce qui saperait et, en fin de compte, anéantirait cette force de cohésion ;

H. Considérant qu'en Turquie, l'armée dispose d'un pouvoir non démocratique, qu'elle accapare régulièrement le pouvoir, comme ce fut le cas en 1960, 1971-73 et 1980-83, ou qu'elle renverse le gouvernement, comme en 1997, tandis que les services de sécurité pratiquent la torture à grande échelle, et qu'un million de personnes ont été victimes de tortures entre 1991 et 2000 dans ce pays ;

I. Considérant que l'adhésion de la Turquie à l'UE sert avant toute chose les intérêts géopolitiques des États-Unis, ce qui a été explicitement formulé lorsque les États-Unis ont fait pression sur la présidence européenne en 2002, tandis que l'UE a toujours considéré qu'il y avait lieu d'agir avec circonspection, comme cela s'est avéré lorsque la Turquie émit le souhait, en 1959 déjà, d'adhérer ; l'accord d'association avec la CEE de 1963 prévoyait à cet effet un délai de huit ans, le protocole additionnel de 1971 le prolongea jusqu'en 1995, l'accord d'association fut gelé par la CE en raison du coup d'État militaire (1980-88), la CE rejeta, en

gratie van de 3,5 miljoen Turkse inwijkelingen in de EU-landen nog altijd moeilijk blijft, waaruit blijkt hoe groot de culturele afstand is, wat ook bevestigd wordt door o.a. Giscard d'Estaing, de voorzitter van de Europese Conventie, die stelde dat de Turken geen Europeanen zijn, dat hun manier van leven anders is, en dat hun toetreding tot de EU een einde zou maken aan de Europese eenmaking, met daarnaast nog het feit dat de Turken nu met 67 miljoen zijn, en binnen enkele decennia met 100 miljoen, zodat zij door hun bevolking weldra het grootste land van de EU zouden worden (Duitsland 82 miljoen. Frankrijk, VK en Italië ieder dicht bij de 60 miljoen), wat irrealistisch lijkt;

G. Overwegende dat het samenwerkingsmodel van de EU reeds een voorbeeld was voor de gehele mensheid, en in Azië, Afrika en Latijns-Amerika navolging kreeg, en gebaseerd is op het samenhorigheidsgevoel en de culturele verbondenheid van Europeanen of culturen uit hetzelfde werelddeel, iets wat voor de EU op de helling komt te staan indien een niet-Europees volk zoals de Turken zou toetreden, wat verder ook de EU-deur op een kier zou zetten voor andere Turkstalige volkeren, zoals de Kazachen, de Kirgiezen, de Oezbeken, de Turkmensen en de Azerbeïdjanen, en zelfs voor de Azeriërs in Iran of de Oeigoeren in Chinees Turkestan, zodat het Europese eenmakingproces grenzeloos zou uitdeinen over de rest van de wereld, waardoor het bindkracht zou verliezen en uiteindelijk zou mislukken;

H. Overwegende dat in Turkije het leger over een ondemocratische macht beschikt, geregeld de macht overneemt, zoals in 1960, 1971-73 en 1980-83, ofwel de regering afzet, zoals in 1997, terwijl de veiligheidsdiensten op grote schaal folteren, en Turkije tussen 1991 en 2000 1 miljoen gefolterden kende;

I. Overwegende dat de toetreding van Turkije tot de EU in de eerste plaats de geopolitieke belangen van de Verenigde Staten dient, zoals duidelijk tot uiting kwam in de Amerikaanse druk op de EU-voorzitter in 2002, terwijl de EU altijd al redenen voor terughoudendheid zag, zoals bleek toen Turkije in 1959 al wilde toetreden, het associatieakkoord met de EEG in 1963 hiervoor acht jaar voorzag, het aanvullende protocol van 1971 dit verlengde tot 1995, het associatieakkoord door de EG bevroren werd omwille van de militaire staatsgreep (1980-'88), de EG de hernieuwde toetredingsaanvraag van 1987 al in 1989 verwierp, dat herhaalde

1989 déjà, la nouvelle demande d'adhésion de 1987, ce qui se reproduisit en 1997, et, en 1999, elle finit par prendre la candidature de la Turquie en considération, uniquement parce que, outre les pressions américaines, un refus aurait pu inciter la Turquie à annexer la partie chypriote turque et à mettre, au sein de l'OTAN, son veto à la force d'intervention rapide européenne ;

J. Considérant que la Turquie a conclu, en 1975 avec la CE, un accord d'union douanière qui devait prendre effet en 1996, mais que la Turquie n'avait pas adopté le tarif extérieur commun de l'UE en 1996, que la Turquie s'est à nouveau vu octroyer un délai de cinq ans, mais que la Turquie n'était pas encore en règle en matière de normes industrielles en 2001, ce qui, aujourd'hui, après vingt-huit ans, remet en cause non seulement les capacités administratives, mais également la volonté politique de la Turquie d'adopter l'acquis communautaire ;

K. Considérant qu'il est ressorti de l'eurobaromètre publié dans le quotidien *De Morgen* du 10 mars 2003, que seulement 30% des Belges se féliciteraient d'une adhésion de la Turquie, de sorte que si une consultation populaire avait été organisée en Belgique sur cette question, les votes négatifs auraient probablement été majoritaires ;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT :

1. de rejeter la candidature de la Turquie à l'Union européenne et de prévoir les garanties nécessaires si des pressions diplomatiques étaient exercées sur notre pays pour qu'il accepte cette candidature, spécialement en demandant qu'une consultation populaire soit organisée à ce sujet en Belgique et dans les autres États membres de l'Union européenne, à l'exemple des consultations populaires organisées au Danemark et en France sur le Traité de Maastricht, en Irlande sur le Traité de Nice, et en Suède et au Danemark sur l'euro ;

2. ou, à titre subsidiaire :

2.1. de veiller, lors du sommet européen de fin 2004, au cours duquel la Commission européenne présentera un rapport sur le respect, par la Turquie, des critères d'adhésion fixés lors du Conseil européen de Copenhague de 1993 (démocratie, État de droit, droits de l'homme et droits des minorités), à ce que l'on ne se contente pas de simples avancées ou de mesures allant dans la bonne direction, mais que l'on considère la situation humanitaire globale de la Turquie, telle qu'elle prévaudra au moment du sommet ;

in 1997, en in 1999 uiteindelijk alleen de kandidatuur in beschouwing nam omdat, benevens de Amerikaanse druk, Turkije kon dreigen met inlijving van Turks Cyprus en veto's in de Navo tegen Europa's snelle interventiemacht;

J. Overwegende dat Turkije in 1975 een douane-unieovereenkomst afsloot met de EG, die moest ingaan in 1996, maar dat Turkije in 1996 het gemeenschappelijke buitentarief van de EU niet had overgenomen, Turkije opnieuw 5 jaar de tijd kreeg, maar Turkije in 2001 inzake industriële normen opnieuw niet in orde was, wat nu, na 28 jaar, niet alleen aan de bestuurlijke mogelijkheden, maar ook aan de politieke bereidheid van Turkije doet twijfelen om de EU-verworvenheden over te nemen;

K. Overwegende dat uit de Eurobarometer zoals beschreven in *De Morgen* van 10 maart 2003 bleek slechts 30 % van de Belgen een toetreding van Turkije zouden verwelkomen, zodat een Belgische volksraadpleging over deze kwestie toen waarschijnlijk een meerderheid van neen-stemmers zou opgeleverd hebben;

VRAAGT DE REGERING:

1. de Turkse kandidatuur voor de EU af te wijzen, en indien België diplomatiek onder druk komt te staan om deze kandidatuur te aanvaarden de nodige waarborgen in te bouwen, ten eerste door hierover in België en in de andere EU-landen een volksraadpleging te vragen, zoals Denemarken en Frankrijk die hielden over het Verdrag van Maastricht, Ierland die hield over het Verdrag van Nice, en Zweden en Denemarken die hielden over de euro;

2. of anders:

2.1. er tijdens de EU-top van einde 2004, waar een verslag van de Europese Commissie zal voorgelegd worden over het naleven door Turkije van de EU-toetredingscriteria van Kopenhagen uit 1993 (democratie, rechtsstaat, mensenrechten en minderheidsrechten) op toe te zien dat men zich niet tevreden stelt met vooruitgang of stappen in de goede richting, maar wel de algehele humanitaire toestand in Turkije op dat ogenblik in beschouwing neemt;

2.2. de presser la Turquie de prendre les mesures concrètes suivantes en ce qui concerne Chypre, avant même l'ouverture des négociations d'adhésion :

- la reconnaissance de la République de Chypre, État membre de l'Union européenne à partir de 2004 ;
- la cessation de l'occupation de la partie turque de Chypre, qui fera bientôt partie du territoire de l'Union européenne, et le retrait des 30.000 soldats ;
- l'acceptation de l'organisation d'un référendum pour les Chypriotes turcs sur le plan de paix des Nations unies (avril 2002), qui permettrait à 85.000 Chypriotes grecs, sur les 162.000 qui avaient été chassés, de réintégrer leur habitation dans la partie turque de Chypre ;

2.3. d'insister afin qu'à cet effet la Turquie se résolve, avant même l'ouverture des négociations d'adhésion, à l'égard de ses minorités kurdes et arméniennes :

- à reconnaître légalement le génocide et l'expulsion ethnique des Arméniens en 1915, le droit des Arméniens au retour et à une indemnisation, ainsi que le droit des Arméniens à l'autodétermination dans les régions dans lesquelles ils étaient majoritaires avant 1915 ;
- à reconnaître légalement le déplacement ethnique des Kurdes d'Anatolie du Nord-Est vers l'Anatolie occidentale (dans les années 1920 et 1930), et reconnaître le droit des Kurdes au retour et à une indemnisation ;
- à reconnaître les destructions plus récentes de 2 615 villages kurdes (depuis 1984) et l'expulsion ethnique des Kurdes (selon *Human Rights Watch*, 380 000 à 1 000 000 de personnes ont été déplacées) et à élaborer un plan de retour prévoyant notamment l'annulation des appropriations de biens par les « gardiens de village », la reconstruction par la Turquie des villages détruits et l'interdiction de construire des digues dans le but d'empêcher le retour en inondant les terres ;
- à permettre aux Kurdes vivant en Anatolie du Nord-Est, où ils sont largement majoritaires, de disposer d'une administration, d'une jurisprudence et d'un enseignement en langue kurde et à reconnaître également le droit à l'autodétermination des Kurdes en Anatolie du Nord-Est,

2.4. d'insister pour que dès avant l'ouverture des négociations d'adhésion, en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme, la Turquie :

- abroge le seuil électoral de 10 % pour les partis politiques des minorités, et lève l'interdiction pesant sur le parti kurde Hadep ;
- interdise par voie légale toute immixtion militaire dans la police et dans la justice, et adapte la législation pénale afin de concrétiser cette interdiction ;
- respecte la liberté de la presse et la liberté d'opi-

2.2. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, inzake Cyprus de volgende concrete stappen zou zetten:

- het erkennen van de Republiek Cyprus, EU-lidstaat vanaf 2004;
- het beëindigen van de bezetting van Turks Cyprus, weldra EU-gebied, en de terugtrekking van de 30.000 legermanschappen;
- het aanvaarden van een referendum onder de Turks-Cyprioten over het vredesplan van de VN (april 2002), dat 85.000 van de 162.000 verjaagde Grieks-Cyprioten naar hun woningen in Turks Cyprus zou laten terugkeren,

2.3. erop aan te dringen dat Turkije, daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, t.o.v. zijn Koerdische en Armeense minderheden:

- de volkerenmoord en de etnische verdrijving van de Armeniërs in 1915 bij wet erkent, alsook het Armeense recht op terugkeer en schadevergoeding, en het Armeense zelfbeschikkingsrecht in de gebieden waar Armeniërs voor 1915 de meerderheid vormden;
- de etnische verdrijving van de Koerden van Noord-oost- naar West-Anatolië bij wet erkent (jaren 1920 en 1930), alsook het Koerdische recht op terugkeer en schadevergoeding;
- de meer recente (sinds 1984) 2.615 Koerdische dorpsvernielingen en het etnische verdrijven van de Koerden erkent (380.000 tot 1 miljoen verdrevenen volgens *Human Rights Watch*) en een terugkeerplan opstelt waarbij o.a. het in bezit nemen van eigendom door « dorpswachters » ongedaan wordt gemaakt, Turkije de dorpen herstelt, en geen dammen bouwt om door overspoelingen van gebied de terugkeer te beletten;
- dat Turkije de Koerden in Noordoost-Anatolië, waar zij de grote meerderheid vormen, bestuur, rechtspraak en onderwijs in het Koerdisch verleent, en in Noord-oost-Anatolië ook het Koerdische zelfbeschikkingsrecht erkent,

2.4. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, inzake democratie en mensenrechten:

- de 10 % drempel voor het parlement afschaft voor politieke partijen van de minderheden, en het verbod op de Koerdische Hadep-partij opheft;
- het ingrijpen van militairen in de politie en in het gerecht bij wet verbiedt, en de strafwetgeving aanpast om dit verbod te concretiseren;
- de persvrijheid en de vrijheid van mening zou na-

nion, cesse les actions judiciaires et policières à l'encontre de l'expression d'opinions non violentes par les journalistes ou les médias, empêche l'emprisonnement de leurs auteurs, et cesse de limiter l'action et de menacer les organisations des droits de l'homme qui collectent des informations ;

- respecte véritablement sur le sol turc les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, en prévoyant un droit légal à une indemnisation,

2.5. d'insister pour que dès avant l'ouverture des négociations d'adhésion, en ce qui concerne la pratique de la torture, la Turquie :

- interdise expressément la torture en toutes circonstances, et concrétise cette interdiction en renforçant les dispositions pénales applicables en cas de non-respect ;

- interdise que de jeunes enfants soient menacés de torture pour extorquer des aveux à leurs parents (*Amnesty International*) ;

- améliore les conditions de détention, notamment en garantissant des soins médicaux aux malades ;

- interdise que des médecins soient empêchés d'établir des rapports médicaux concernant des victimes de tortures, et interdise que ces rapports soient saisis et escamotés par les services de police ;

- lève la prescription pour faits de torture, pour éviter de l'élever au rang de tactique judiciaire,

2.6. d'exiger, à cet effet, que la Turquie, avant même l'ouverture de négociations en vue de son adhésion, modifie sa législation principalement en matière de droits des femmes :

- en étendant, dans sa législation, la notion de viol à toutes les agressions sexuelles et en incriminant également les viols conjugaux ;

- en interdisant explicitement par une loi et en punissant sévèrement les mariages forcés à la suite de viols et les soi-disant «crimes familiaux» comme le meurtre, par des propres membres de la famille, de jeunes filles violées ;

- en réprimant explicitement par une législation pénale plus stricte le déshabillage et le viol systématiques de femmes arrêtées – principalement des femmes kurdes- par des membres des services de police (ainsi que l'ont rapporté Amnesty International et Human Rights Watch).

2.7. d'exiger que la Turquie veille, dès avant l'ouverture des négociations d'adhésion, dans ses 605 prisons, à ce que les détenus bénéficient de nourriture en suffisance et de conditions d'hygiène et de soins médicaux satisfaisants, de manière à ce que les prisonniers ne tombent pas malades par manque de nourri-

leven, en het gerechtelijke en politionele optreden tegen niet-gewelddadig meningsuitingen door journalisten of media zou stoppen, celstraffen hiervoor onmogelijk zou maken, en ook het inperken en bedreigen van mensenrechtenorganisaties die informatie zoeken zou stoppen;

- de uitspraken van het Europese Hof voor de Mensenrechten in Turkije ook daadwerkelijk respecteert met een wettelijk recht op schadevergoeding,

2.5. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandeling, i.v.m. foltering:

- foltering onder alle omstandigheden uitdrukkelijk verbiedt, en dit concretiseert door aan het verbod een strenge strafwetgeving te koppelen,

- verbiedt dat kleine kinderen met foltering bedreigd worden om hun ouders tot bekentenissen te dwingen (*Amnesty International*);

- de omstandigheden waarin de hechtenis gebeurt, verbetert, o.a. door zieken geneeskundige verzorging te waarborgen;

- verbiedt dat geneesheren worden verhinderd om medische verslagen over folterslachtoffers op te stellen, en verbiedt dat deze verslagen door de politionele diensten aangeslagen en weggemoffeld worden;

- de verjaring voor foltering opheft om te verhinderen dat ze een gerechtelijke tactiek wordt,

2.6. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van toetredingsonderhandelingen, vooral inzake vrouwenrechten:

- het begrip verkrachting in zijn wetgeving zou uitbreiden tot alle seksuele gewelddaden en ook echtelijke verkrachtingen als misdaad strafbaar te stellen;

- gedwongen huwelijken na verkrachtingen, en zogenaamde «familiemisdaden» zoals het doden door de eigen familieleden van verkrachte meisjes, uitdrukkelijk bij wet zou verbieden en streng zou bestraffen;

- het stelselmatig uitkleden en verkrachten van aangehouden vrouwen - vooral van Koerdische vrouwen - door leden van de politionele diensten (zoals aangebracht door Amnesty International en Human Rights Watch) met een uitdrukkelijke en strengere strafwetgeving zou beteugelen.

2.7. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van toetredingsonderhandelingen, in zijn 605 gevangenis voldoende voedsel, netheid en medische zorgen verschaft, zodat gevangenen niet ziek worden bij gebrek aan voedsel en hygiëne, en vervolgens niet sterven bij gebrek aan verzorging, er de

ture ou d'hygiène et ensuite ne meurent par manque de soins, y interdit les tortures et les viols et indemnise les séquelles de tortures (par exemple la paralysie des mains et des bras résultant du fait que le détenu a été suspendu par les mains ou par les bras pendant une longue période), y respecte de manière effective l'interdiction de bander les yeux (mai 2002) ce qui empêche le détenu d'identifier ses tortionnaires, fasse en sorte que le droit de visite, surtout celui des avocats, ne soit pas limité, et que l'incarcération dans les nouvelles prisons de type F qui semblent surtout destinées aux 12.800 prisonniers politiques (sur un total de 70.000 en 2003), avec cellule d'isolation sans fenêtre et isolation totale pouvant aller jusqu'à quinze jours, n'entraîne pas de troubles psychologiques, de suicides et de brutalité policière accrue.

2.8. d'exhorter la Turquie à prendre les mesures suivantes, surtout en matière de droits culturels, et ce avant même l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion :

- continuer à respecter la levée de l'état d'urgence dans l'Anatolie du Sud-Est (novembre 2002), région à population majoritairement kurde ;
- cesser de vider de sa substance la loi (août 2002) reconnaissant les droits des minorités (kurdes) en matière de télédiffusion, de radiodiffusion et d'enseignement, par la régulation qu'elle organise depuis décembre 2002 et qui limite le droit de radiodiffusion à quatre heures par semaine et le droit de télédiffusion à deux heures par semaine, ainsi que par la régulation qui n'autorise à dispenser l'enseignement dans des langues minoritaires que durant les week-ends et les jours de vacances et uniquement aux enfants ayant suivi l'enseignement du cycle inférieur ;
- mettre fin aux différentes formes d'oppression culturelle, telles que procéder à des arrestations lors d'un mariage kurde, parce que l'on y chante en kurde, ou intenter des poursuites judiciaires parce que des parents souhaitent donner un nom kurde à leur enfant et de réprimer pénalement, dans ces domaines également, les abus commis par les services de polices à l'égard des kurdes.

16 octobre 2003

foltering en verkrachtingen verbiedt, en de blijvende lichaamsgebreken door folteringen (handen en armen voorgoed verlamd door langdurige ophanging bijvoorbeeld) vergoedt, en het verbod op blinddoeken (mei 2002), waardoor gevangenen hun folteraars niet kunnen identificeren, daadwerkelijk doorvoert, en ervoor zorgt dat het bezoekrecht, vooral van de advocaten, niet ingeperkt wordt, en vermijdt dat de nieuwe gevangenen van het F-type, die vooral voor de 12.800 politieke gevangenen (op een totaal van 70.000 in 2003) bestemd lijken, met isoleercellen zonder vensters en totale isolatie tot 14 dagen toe, geen psychologische stoornissen, zelfmoorden en opgedreven politiebrutaliteit uitlokken.

2.8. erop aan te dringen dat Turkije daartoe, nog voor het openen van de toetredingsonderhandelingen, vooral inzake culturele rechten:

- het opheffen van de noodtoestand in het overwegend Koerdische Zuidoost-Anatolië (november 2002) verder blijft naleven;
- de wet (augustus 2002) die de omroep- en onderwijsrechten van minderheden (Koerden) erkent, niet langer ontkracht door de regulering (december 2002) die het omroeprecht beperkt tot 4 uren radio per week en 2 uren TV per week, en door de regulering die onderwijs in minderheidstalen beperkt tot weekeindes en vakantiedagen, en tot kinderen die het lager onderwijs doorliepen;
- culturele onderdrukking zoals bijvoorbeeld aanhoudingen verrichten op een Koerdische bruiloft omdat er in het Koerdisch gezongen wordt, of gerechtelijk vervolgen omdat ouders een kind een Koerdische naam willen geven staakt, en ook hier de overtredingen door de politionele diensten strafrechtelijk beteugelt.

16 oktober 2003

Guido TASTENHOYE (VLAAMS BLOK)
Bert SCHOofs (VLAAMS BLOK)